

# *L'école fondamentale*, Sudel, 1973 !

## Un trésor est caché dedans...

**Pierre Frackowiak**

Je reprends volontiers le titre du rapport à l'UNESCO de la commission internationale sur l'éducation pour le 21<sup>ème</sup> siècle, présidée par Jacques Delors en 1996, « L'éducation, un trésor est caché dedans », pour sortir des ténèbres et de la poussière, ce petit livre de 96 pages du Syndicat National des Instituteurs, publié en 1973 par SUDEL, la Société Universitaire d'Éditions et de Librairie, une société d'édition dont tous les anciens militants de l'école publique se souviennent. On me qualifiera sans doute de nostalgique alors que je ne cesse de combattre la tendance au retour à un prétendu âge d'or de l'école, et toutes les régressions constatées depuis 2007, avec les nouveaux vieux programmes de 2008, la disparition de la formation des enseignants et des inspecteurs, le déni systématique de la pédagogie, etc. Peut-être y a-t-il deux formes de nostalgie ? Celle relative à des situations passées balayées par le progrès et celle relative à des projets qui n'ont jamais pu être mis en œuvre. En matière éducative, on sait que l'on n'évacue pas facilement le passé qui tend souvent à perdurer sous des apparences modernistes qui ne sont que des voiles cachant des conservatismes fondamentaux. Les projets de réforme progressiste, eux, ont souvent été maintenus à l'arrière des arrière-plans par le manque de courage politique, le rejet de la prospective ou l'électoratisme à court terme qui interdit l'audace. C'est ainsi que l'œuvre de Jean Zay (1936), de Langevin-Wallon (1945), les travaux de l'INRP des années 1970 ont été abandonnés sans véritable débat national sur l'avenir de l'école, et au-delà de l'école, sur l'avenir de l'éducation avec, en perspective, l'avenir de la société. Les tendances technocratiques et les techniques de communication ont souvent tenté de donner l'apparence de la modernité aux mesures prises sans pour autant parvenir à transformer les mensonges et les manipulations en vérités.

Faisons une mention particulière, dans ce paysage complexe, à la loi d'orientation de 1989, qui constituait un virage courageux prometteur, qui n'a pas été correctement appliquée et régulée et qui a été abandonnée sans être évaluée et sans la moindre larme, y compris par les amis de ses auteurs.

C'est ainsi qu'une quantité de rapports, de publications, de projets ont été élaborés et publiés, parfois accueillis avec espoir et enthousiasme, puis ont été déformés, édulcorés, réduits avant d'être abandonnés et oubliés. Il est en est de même pour les travaux d'une richesse considérable des mouvements pédagogiques (CRAP, ICEM Freinet, GFEN, AGEEM, OCCE, Cercles de Pédagogie Institutionnelle, AFL, etc.) et des mouvements d'éducation populaire (Ligue de l'Enseignement, CEMEA, Francas, etc.). Alors que chaque parti politique au lendemain de chaque congrès crée de nouvelles équipes chargées de produire de nouveaux projets éducatifs, alors que de nouvelles coordinations s'organisent pour réinventer les lendemains, tout le monde oublie aussi bien les travaux des équipes précédentes, considérés comme obsolètes sans avoir été expérimentés, que les recherches intéressantes accumulées. Ajoutons à cette richesse l'abondante littérature pédagogique

française qui donne souvent l'impression que d'aucuns réinventent l'eau tiède quand l'eau chaude a été découverte depuis longtemps. Dans ce contexte, Philippe Meirieu avec « Ecole : demandez le programme ! » (ESF 2006) est l'un de ceux qui a ouvert les plus belles voies.

Au moment où de nouveaux projets s'élaborent dans la perspective des élections présidentielles, il ne serait peut-être pas inutile de signaler aux responsables des partis que tout a déjà été dit ou presque, qu'il suffirait d'actualiser, de croiser, de synthétiser, de remettre les idées en perspective pour proposer enfin un projet susceptible de mobiliser la majorité des citoyens au-delà de clivages parfois artificiels. Le conservatisme dans le domaine de l'éducation ne correspond pas aux distinctions des partis sur l'échiquier politique.

C'est le cas pour ce petit livre passionnant, « L'école fondamentale », qui comprend des commentaires, encore brûlants d'actualité, de savants comme Jean Debieffe, ancien directeur de l'institut des sciences et des techniques nucléaires de Saclay, Alfred Kastler, directeur de recherche à l'ENS et prix Nobel de physique, Emmanuel Bondeville, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux Arts, Lucien Géminard, inspecteur général, ancien directeur de l'INRDP, René Cassin, prix Nobel de la Paix, M. Lichnérowicz, professeur au Collège de France, Francis Perrin, ancien haut commissaire à l'énergie atomique. Ces personnalités auxquelles se sont associés Jacques Monod, prix Nobel de Médecine et directeur de l'Institut Pasteur, et Maurice Marois, médecin biologiste et président de l'Institut de Vie, qui se déclarait « heureux de pouvoir modestement apporter sa contribution à l'élaboration de cette belle doctrine ».

Le projet s'inscrivait dans la logique de la décision historique de la prolongation de la scolarité obligatoire de 14 à 16 ans (De Gaulle, 1959), dans l'exigence de réforme imposée par l'accélération brutale des évolutions scientifiques, économiques, sociales, humaines (les mentalités) qui bouscullaient les représentations de la place de l'homme dans l'univers, et dans la perspective d'un avenir à long terme. Le concept de « L'école du socle commun », proposée aujourd'hui à gauche comme à droite, de « l'école de la scolarité obligatoire », de « l'écollège » comme je le nomme moi-même dans mes livres, y était proposé il y a près de 40 ans !

Tout n'y est pas dit par rapport à l'état actuel des savoirs et par rapport à une vision prospective humaniste qui évolue, mais l'essentiel y est déjà : la place de l'école dans la société, le changement des structures (« unité et continuité des structures » page 21), une redéfinition des finalités, une nouvelle conception des programmes (« repenser les programmes avec un esprit neuf » page 26), l'exigence de formation des maîtres, l'intérêt de l'hétérogénéité, l'importance du sens des activités scolaires et de la pédagogie, la nécessaire mobilisation de la Nation, etc. Sans doute conviendrait-il, au-delà des ajustements imposés par le temps, de reformuler la place de l'école dans le cadre de l'éducation globale tout au long de la vie, avec une redéfinition des missions de l'éducation populaire. Il faudrait aussi introduire la notion de politique éducative territorialisée, faire le point sur le développement des TIC, voir les rapports éducation formelle/non formelle/informelle, mais sur tous ces points des propositions novatrices et cohérentes existent déjà.

On peut donc regretter le temps perdu à ne pas avoir eu le courage de passer du discours aux actes et à se demander pourquoi, le temps perdu à avoir démolit de beaux projets au nom de corporatismes figés ou d'a priori usés, le temps perdu à réinventer ce qui a déjà été conçu.

Evidemment, l'exploitation des richesses et des volontés n'exonère pas de l'indispensable information des citoyens, de la pensée divergente, du débat. La prise en considération des craintes légitimes est incontournable. On ne peut pas ignorer par exemple

que le projet d'école fondamentale pourrait accroître les tendances à « l'administratisation » et à la « technicisation », au développement de l'autoritarisme hiérarchique (le règne des petits chefs). Mais on est en droit de penser que de nouvelles formes de gouvernance et de paritarisme sont à inventer simultanément, et que le développement de l'autoritarisme dépend aussi de la capacité de l'échelon inférieur à résister, à s'opposer, à proposer des modalités différentes de fonctionnement plutôt que se soumettre et de se lamenter ou de se figer dans des postures dont l'obsolescence ne pourra que se fossiliser.

Pour ceux qui ont perdu ce livre et pour ceux qui n'en ont jamais entendu parler, en voici quelques lignes, page 29 :

*« L'école fondamentale n'atteindrait pas son but si elle constituait un monde à part. Nous la voulons ouverte à la vie, aux réalités quotidiennes, aux activités qui l'entourent. Qu'elle soit de plain-pied avec ce monde dans lequel et par lequel elle existe ; elle y parviendra par le contenu de son enseignement, par ses dimensions raisonnables, par la vie et la saine animation qui naîtront en son sein. Lieu d'enseignement mais surtout foyer culturel, l'école fondamentale doit être cette maison où l'enfant et l'adolescent viendront s'instruire mais aussi apprendront à penser, à dialoguer, à créer, à jouer, c'est-à-dire à vivre, et à vivre en commun ».*

Une réédition de l'ouvrage « L'école fondamentale », avec une préface de Philippe Meirieu par exemple, avec des compléments de grands penseurs actuels comme Edgar Morin, avec les éclairages des Giordan, Zakhartchouk, Forestier, De Vecchi, de Peretti, Fijalkow, Charmeux, Heber-Suffrin, Favey, et autres, serait sans aucun doute bienvenue. Elle ferait gagner du temps. Elle donnerait du sens aux débats. Elle redonnerait de l'espoir à ceux qui luttent pour une école à la hauteur des enjeux du 21<sup>ème</sup> siècle sans la couper de ses racines.

### **Pierre Frackowiak**

Co-auteur avec Philippe Meirieu de "L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société?". Editions de l'Aube. Mai 2008. Réédition en format de poche, octobre 2009

Auteur de "Pour une école du futur. Du neuf et du courage." Préface de Philippe Meirieu. Editions La chronique sociale. Lyon. Septembre 2009

Auteur de « La place de l'élève à l'école ». Editions La chronique sociale. Lyon. Janvier 2010.